

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 avril 2021
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Point 34 a) de l'ordre du jour
Prévention des conflits armés**

**Conseil de sécurité
Soixante-seizième année**

**Notes verbales identiques datées du 5 avril 2021, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par la Mission permanente de la République bolivarienne
du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, une copie de la lettre datée du 3 avril 2021 que le Ministre du pouvoir populaire chargé des affaires étrangères de la République bolivarienne du Venezuela, Jorge Arreaza Montserrat, a adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité (voir annexe).

À cet égard, la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies demande respectueusement que le texte de la présente lettre et de son annexe soit porté à l'attention des États Membres de l'Organisation, pour information, et qu'il soit publié comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 a) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.



**Annexe aux notes verbales identiques datées du 5 avril 2021
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par la Mission permanente de la République
bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

[Original : espagnol]

J'ai l'honneur de m'adresser à vous pour dénoncer des événements récemment survenus, qui compromettent tout à la fois la paix et la sécurité de la République bolivarienne du Venezuela et de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le 21 mars 2021, les Forces armées nationales boliviennes de la République bolivarienne du Venezuela, exerçant le droit de défendre la souveraineté de la nation et de préserver son intégrité territoriale, ont repoussé une attaque lancée par des groupes armés colombiens sur territoire vénézuélien. Les affrontements ont eu lieu dans la paroisse d'Urdaneta de la municipalité de Páez, dans l'État d'Apure, région de la République bolivarienne du Venezuela limitrophe de la République de Colombie (voir pièce jointe 1).

Les groupes armés colombiens qui ont fait incursion sur territoire vénézuélien par suite de la longue guerre intestine qui déchire la République de Colombie voisine depuis plus de 70 ans se sont illustrés, notamment, par des agissements délictuels tels que trafic de drogue, extorsion, enlèvement et traite de personnes, exploitation sexuelle d'enfants et d'adolescents, contrebande et exploitation minière illégale. De même, ces groupes terrorisent la population civile et s'en prennent aux institutions publiques qui fournissent des services vitaux à la population vénézuélienne, en utilisant de surcroît, entre autres méthodes terroristes, des mines antipersonnel posées dans les zones qu'ils tentent d'occuper illégalement dans l'État vénézuélien d'Apure.

Les opérations militaires menées par le Venezuela pour combattre ces groupes armés colombiens sur son territoire ont permis d'abattre un de leurs chefs, de capturer 32 individus, de démanteler six camps clandestins et de saisir des armes, des munitions, des explosifs, du matériel de guerre, des véhicules, des stupéfiants et des équipements technologiques contenant des informations sur leurs activités. Ces actions terroristes se sont malheureusement soldées par la mort du commandant Edward Ramón Corobo Segovia et du lieutenant Yonathan Miguel Duarte, officiers de valeur des Forces armées nationales boliviennes du Venezuela, qui ont péri en accomplissant leur devoir sacré, celui de garantir la paix et de défendre la souveraineté et l'indépendance nationales.

Le 31 mars 2021, une mine posée par les groupes armés colombiens susmentionnés qui visait une patrouille opérant dans le secteur d'El Ripial, dans la municipalité de Páez, a explosé, faisant neuf blessés parmi les militaires vénézuéliens ; on déplore également à cette occasion la mort de deux hommes d'honneur des Forces armées nationales boliviennes du Venezuela – le sergent-chef Andriel Istúriz Sojo, de la huitième brigade des commandos de marine, et le sergent de deuxième classe Jesús Alexander Vásquez Pérez, du 931^e bataillon d'infanterie renforcé Santiago Mariño –, qui ont ainsi donné leur vie pour défendre la patrie.

Le même jour, les opérations militaires vénézuéliennes ont permis de neutraliser neuf terroristes, de déférer 31 détenus devant une cour martiale, de désactiver six engins explosifs le long de différentes routes de la région et de démanteler neuf camps, dont un utilisé pour le traitement de la pâte de coca, ainsi que de saisir des armes, des dispositifs de vision nocturne, du matériel informatique et de communication et des précurseurs chimiques (urée) (voir pièce jointe 2).

Les unités militaires, avec le soutien des agences de sécurité de l'État vénézuélien, continuent de mener des opérations dans la zone afin d'empêcher les groupes armés colombiens de continuer à utiliser les civils vénézuéliens comme boucliers humains pour échapper à l'action des forces de l'ordre. La population civile initialement déplacée du fait des agissements terroristes de ces groupes armés colombiens a commencé à retourner dans la région, sous la protection des autorités civiles et militaires vénézuéliennes.

Afin de prendre en charge la population civile touchée par les récents agissements entrepris par ces groupes armés colombiens pour semer le chaos et la terreur, le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela a déployé sur place du personnel médical et hospitalier issu du réseau national de santé publique, transféré des membres des autorités publiques chargées de sauvegarder les droits des citoyens regagnant leurs foyers et mobilisé les institutions nationales de protection sociale de la région pour évaluer la situation socioéconomique des personnes visées. Ce travail a été effectué en concertation avec les autorités régionales et locales.

La République bolivarienne du Venezuela prend acte avec préoccupation de l'énorme recul accusé par le processus de paix en Colombie, qui a eu pour effet d'anéantir l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, salué par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2307 (2016). Aujourd'hui, tous les pays voisins de la République de Colombie souffrent des retombées du chaos interne qui accable ce pays ; dans notre cas, c'est la frontière séparant la Colombie du Venezuela, longue de 2 200 kilomètres, qui est exploitée par des milieux qui ont tout à gagner d'une escalade d'un conflit régional.

Il faut se rendre à l'évidence : la Colombie a repris le sentier de la guerre. Dans le rapport sur la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, publié le 29 décembre 2020 (S/2020/1301), il est pris acte des statistiques effroyables de la violence. Depuis la signature de l'Accord de paix jusqu'en décembre 2020, 378 défenseurs et défenseuses des droits humains et 248 anciens combattants ont été tués. Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Colombie (A/HRC/46/76), la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme fait état de 76 massacres rien qu'en 2020, soit le nombre le plus élevé depuis 2014. Le nombre de personnes portées disparues est un critère qui n'est guère pris en compte pour illustrer à quel point la guerre qui fait rage en Colombie est terrible. Selon le Registre national des personnes disparues de l'Institut national de médecine légale et de criminalistique de la République de Colombie, on dénombre dans ce pays, entre 2018 et 2021, 10 952 personnes portées disparues, soit 7 010 hommes et 3 942 femmes. Ce sont là les victimes que nul ne veut reconnaître.

La guerre qui sévit en Colombie trouve fondamentalement son origine dans la narco-économie. Des dizaines de groupes armés et organisés commettent des actes de violence dans de vastes régions de ce pays, notamment dans les zones frontalières, pour protéger les bases territoriales de la production et du trafic de cocaïne. La multiplication des groupes armés, qui sont souvent de connivence avec les autorités de l'État colombien, est directement proportionnelle à l'importance de la production et de l'exportation de cocaïne. Aujourd'hui, la Colombie produit plus de cocaïne que jamais dans son histoire et est le plus grand exportateur de cocaïne au monde, selon le *Rapport mondial sur les drogues 2020* de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime¹. En vérité, le nerf de la guerre en Colombie est la lutte pour le contrôle et la distribution du butin généré par le trafic de drogue.

Le manque de volonté de la part de l'État colombien de lutter contre ces groupes armés est un fait très grave qu'il faut dénoncer, comme on l'observe, par exemple,

¹ Voir <https://wdr.unodc.org/wdr2020/index.html>.

lorsque les autorités colombiennes, affirmant connaître l'identité des chefs de groupes armés colombiens et savoir où ils se trouvent en territoire vénézuélien, semblent ne plus chercher à les capturer dès que ceux-ci, repoussés par les autorités militaires vénézuéliennes, regagnent le territoire colombien. Ce manque de volonté se manifeste ouvertement depuis l'arrivée au pouvoir du Président Iván Duque en août 2018, date à laquelle la communication a cessé à tous les niveaux, comme nous en avons alerté le Secrétaire général à de nombreuses reprises et par différentes voies.

L'absence de toute politique de coopération efficace de la part du Gouvernement colombien constitue un manquement aux obligations internationales qu'il a contractées face aux défis communs de sécurité qui se posent le long de la frontière. C'est la raison pour laquelle le Venezuela souffre, aujourd'hui, de la politique du Président Duque, qui cherche à exporter les conséquences de sa guerre intestine.

L'agression constante que subissent la population et le territoire de la République bolivarienne du Venezuela de la part de groupes armés colombiens a pour marque notable une manipulation des faits dans les médias internationaux et colombiens, qui tentent de fabriquer de toutes pièces un récit niant la violence terroriste colombienne dirigée contre la population et les forces armées vénézuéliennes et passant sous silence l'origine historique colombienne du conflit : les agresseurs et leurs sources de financement sont colombiens, et la Colombie leur offre un sanctuaire permanent. Nous rejetons catégoriquement toute tentative visant à impliquer notre pays dans la guerre qui fait rage depuis longtemps en Colombie.

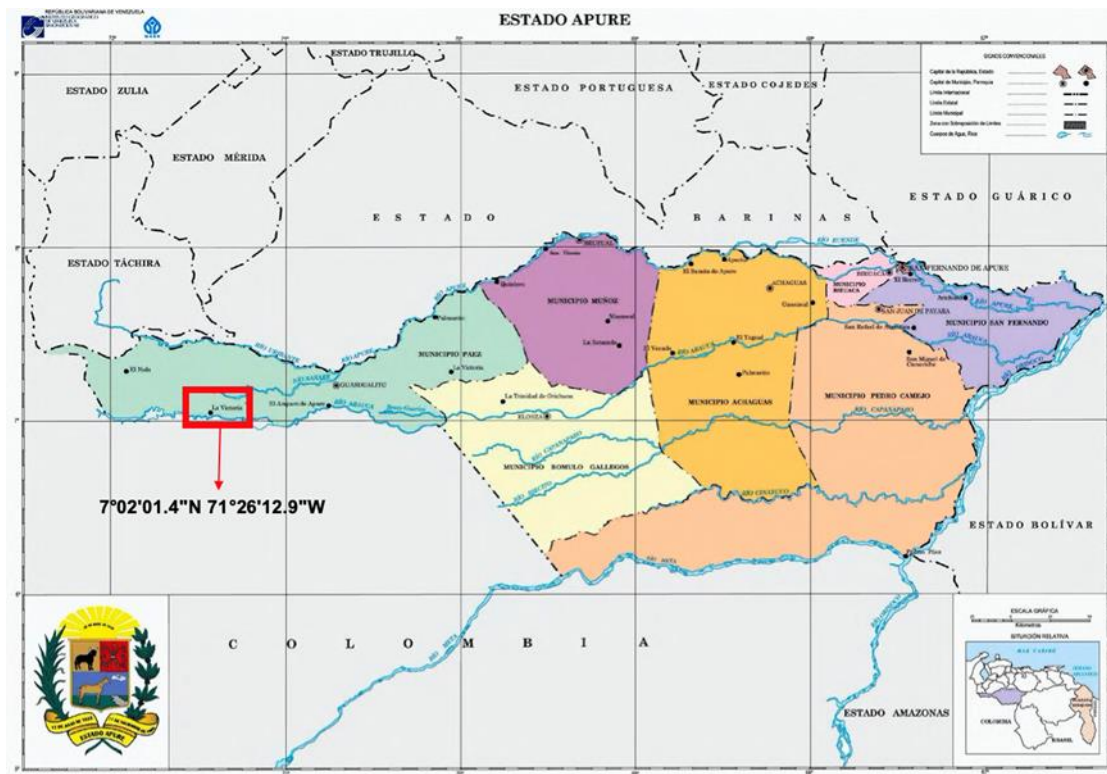
La République bolivarienne du Venezuela mène, conformément à sa législation nationale et à ses obligations internationales, toutes les opérations nécessaires pour prévenir et combattre cette agression et les fléaux qui l'accompagnent. À cet égard, en tant que membre responsable de la communauté internationale, résolu à garantir le maintien de la paix, de la sécurité et de la prospérité de son peuple, l'État vénézuélien ne renoncera pas à son droit inaliénable de combattre, avec tous les moyens opérationnels dont il dispose et dans le cadre de ses engagements juridiques, les agissements des terroristes qui, par la voie de la violence, cherchent à troubler la tranquillité de la nation.

Au vu de ce qui précède, nous demandons que le Conseil de sécurité, dans le cadre de sa prochaine réunion trimestrielle sur la Colombie, décide, dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'Article 34 de la Charte des Nations Unies, d'enquêter sur les activités des groupes armés colombiens qui, depuis la Colombie, mènent des attaques armées contre le territoire et la population vénézuéliens, ainsi que sur les dommages provoqués au Venezuela par l'escalade de la guerre intestine qui fait rage en Colombie.

Enfin, je vous prie de bien vouloir faire circuler la présente lettre parmi les États Membres de l'Organisation afin que les éléments en soient connus et de la faire publier comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 a) de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre
(Signé) Jorge Arreaza

Pièce jointe 1



Pièce jointe 2

Militaires assassinés par des groupes terroristes colombiens^{2,3} :

Hommage rendu à titre posthume au commandant Edward Ramón Corobo Segovia et au lieutenant Yonathan Miguel Duarte



² https://twitter.com/somos_ejercito/status/1374528970809573378?s=20.

³ <https://twitter.com/PrensaFANB/status/1374493032238571522?s=20>.



Char de combat vénézuélien pris pour cible à El Ripial, dans l'État d'Apure (Venezuela)⁴



⁴ <https://twitter.com/vladimirpadrino/status/1376934735621001226?s=20>.

Poste de contrôle désaffecté ayant été attaqué⁵



Installations douanières prises pour cible⁶



⁵ <https://twitter.com/OrlenysOV/status/1376841498717659137?s=20>.

⁶ <https://twitter.com/PresidencialVen/status/1375864136073150478?s=20>.

Mines antipersonnel fabriquées⁷



⁷ <https://twitter.com/madeleintlsur/status/1378067332954734594?s=20>.

Armes et matériel saisis^{8,9}



⁸ <https://twitter.com/Libertad020/status/1375865383845031936?s=20>.

⁹ https://twitter.com/ZODI23_TRUJILLO/status/1376904049640022019?s=20.

